

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I^{ER} COLLÈGE | MINISTÈRES

Direction Générale de la Cohésion Sociale, Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques, Direction Générale de l'Offre de Soins, Direction des Français à l'Étranger et de l'administration consulaire, Direction des Affaires Civiles et du Sceau, Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Direction Générale de l'Enseignement Scolaire, Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative, Direction Générale des Collectivités Locales, Direction générale de l'Outre-Mer.

II^{ÈME} COLLÈGE | CONSEILS DÉPARTEMENTAUX

Alpes-Maritimes (06), Ille-et-Vilaine (35), Indre (36), Maine-et-Loire (49), Haute-Marne (52), Mayenne (53), Meurthe-et-Moselle (54), Oise (60), Métropole de Lyon (69), Deux-Sèvres (79), Seine-Saint-Denis (93), Val-d'Oise (95), Collectivité de Saint-Pierre et Miquelon (975), *Départements de France (voix consultative) : Moselle (57).*

III^{ÈME} COLLÈGE | ASSOCIATIONS

Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant (CNAPE), Fédération nationale des Adepape (FNADEPAPE), L'enfant Bleu – Enfance maltraitée, Enfance et Partage, Fondation pour l'Enfance, e-Enfance, Enfance et Familles d'Adoption, Fédération Française des Organismes, Autorisés pour l'Adoption, Union Nationale des Associations Familiales, Association Française d'Information et de Recherche sur l'Enfance Maltraitée, Personnalités qualifiées (voix consultative.s) : Geneviève Avenard, ancienne Défenseuse des enfants

PRÉSIDENTE : Florence Dabin, Présidente du Département de Maine-et-Loire, Vice-Présidente de « Départements de France »

VICE-PRÉSIDENT : Jean-Benoît Dujol, Directeur général de la cohésion sociale (DGCS)

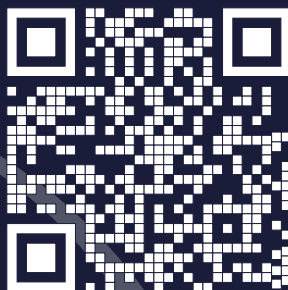
VICE-PRÉSIDENT : Pierre-Alain Sarthou, Directeur général de la CNAPE

LES ÉQUIPES

Juristes, psychologues, médecins, écoutant.e.s, conseiller.e.s, magistrat.e.s, agent.e.s administratif.ive.s, ingénieur, travailleur.se.s sociaux.les, chargé.e.s d'étude et autres spécialistes constituent ainsi une **équipe de 120 agents**, qui participe à la gouvernance nationale pour la prévention et la protection de l'enfance.

DIRECTRICE GÉNÉRALE : Anne Morvan-Paris

Flashez ce QR code pour accéder aux réseaux sociaux de France Enfance Protégée



GIP France Enfance Protégée
CS 50100 – 92587 Clichy Cedex

+33 (1) 53 06 68 68
contact@france-enfance-protectee.fr

france-enfance-protectee.fr

prévenir
accompagner
protéger

FRANCE ENFANCE PROTÉGÉE

prévention
accompagnement
protection



Groupement d'Intérêt Public
France Enfance Protégée
État • Départements • Associations



LES MISSIONS DE FRANCE ENFANCE PROTÉGÉE

L'État, les Départements et les Associations au service de la prévention et de la protection de l'enfance



UN SERVICE AUX USAGERS

France Enfance Protégée a pour objet d'assurer les missions du **119 pour l'enfance en danger, l'accompagnement des adoptants et le traitement des demandes d'accès aux origines personnelles**.



UNE RESSOURCE POUR LES PROFESSIONNELS

France Enfance Protégée est une ressource pour l'ensemble des acteurs de la prévention et la protection de l'enfance par la **production et le transfert de connaissances et l'animation des réseaux professionnels**.



UN APPUI AUX INSTITUTIONS

France Enfance Protégée est un **appui à l'élaboration de la politique publique pour l'État, les Départements et les Associations**, ou encore en **soutenant l'activité des conseils nationaux** de la protection de l'enfance, de l'adoption et de l'accès aux origines.



Le Service National d'Accueil Téléphonique de l'Enfance en Danger (SNATED-119) assure une mission de prévention et de protection en accueillant les appels d'enfants en danger ou en risque de l'être et de toute personne confrontée à ce type de situations, et une mission de transmission des informations préoccupantes concernant ces enfants aux services départementaux compétents en la matière (CRIP).

Le 119 est un numéro d'urgence national gratuit, joignable 24h/24 et 7j/7. Sur allo119.gouv.fr, un tchat destiné aux moins de 21 ans et un dispositif d'échanges en langue des signes française sont également disponibles et accessibles 7j/7. Par ailleurs, le 119 a mis en place un dispositif inédit de rappel dédié aux professionnels. Tous les échanges sont confidentiels.



L'Agence Française de l'Adoption (AFA) a pour mission d'informer, de conseiller et d'accompagner les familles, et de servir d'intermédiaire pour l'adoption de mineurs étrangers de quinze ans. L'agence prépare les candidats à la réalité de l'adoption et à l'évolution du profil des enfants adoptables. Elle les conseille et les accompagne tout au long de la procédure d'adoption (du pré-dossier au suivi post-adoption). Depuis 2022, les conseils départementaux ont également la possibilité de solliciter l'AFA en qualité d'intermédiaire pour l'adoption d'enfants pupilles à besoins spécifiques.

Les conseillers sont joignables du lundi au vendredi sur une plateforme téléphonique dédiée à l'information et au conseil, au +33 1 44 78 61 40.



L'objectif essentiel du Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles (CNAOP) est de faciliter l'accès aux origines personnelles. Cette mission est assurée en liaison avec les correspondants en départements.

Ce dispositif s'adresse aux personnes pupilles de l'État ou adoptées qui cherchent à connaître l'identité de leur(s) parent(s), aux parents de naissance qui, ayant demandé le secret de leur identité, peuvent à tout moment s'adresser au CNAOP pour lever ce secret ou n'ayant donné aucun renseignement, décident de déclarer leur identité, ainsi qu'aux proches des parents de naissance qui peuvent également adresser au CNAOP une déclaration d'identité.



L'ONPE produit, diffuse et transfère des connaissances dans le champ de la protection de l'enfance, de l'adoption et de l'accès aux origines personnelles. Il assure les missions de centre national de ressources et de promotion de la recherche et de l'évaluation et contribue à ce titre à la mise en cohérence des différentes données et informations. onpe.france-enfance-protgee.fr



conseil national
de la protection de l'enfance

Le Conseil national de la protection de l'enfance émet des avis et formule toutes propositions utiles relatives à la prévention et à la protection de l'enfance. A cette fin, il propose notamment au Gouvernement des orientations nationales de prévention et de protection de l'enfance dans le cadre de la construction d'une stratégie nationale et l'assiste en rendant des avis sur toutes les questions sur ce champ ainsi que sur les projets de textes.



conseil national
de l'adoption

Le Conseil National de l'Adoption (CNA) est une nouvelle instance chargée d'émettre des avis et de formuler toutes propositions utiles relatives à l'adoption, y compris l'adoption internationale, et dans le cadre d'une consultation sur les mesures législatives et réglementaires prises en ce domaine.